

PREFECTURE DE LA REGION ILE DE FRANCE	
005375	04 AOU 2009
C.R.I.F	

**DELIBERATION N° CP 09-614 C
DU 9 JUILLET 2009**

**CLASSEMENT DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE
DU DOMAINE DES SEIGLATS (77)**

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- VU** Le Code Général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 332-1 à L. 332-27, R.332-30 à R. 332-48, R.332-68 à R. 332-81 ; L4 11-1 à L411-3 et R411-1 à R411-13 ;
- VU** la délibération n°CR 30-06 du 5 octobre 2006 prise par le Conseil Régional d'Ile de France relative aux nouvelles compétences régionales en matière de patrimoine naturel d'Ile de France ;
- VU** la délibération n°CP 08-1283 A du 27 novembre 2008 prise par le Conseil Régional d'Ile de France relative au dispositif de classement des Réserves Naturelles Régionales ;
- VU** l'accord de Réseaux Ferré de France en tant que titulaire d'une servitude de droit privé en date du 8 avril 2009 ;
- VU** l'accord de Voies Navigables de France en tant que titulaire d'une servitude de contre-halage le long de l'Yonne en date du 7 mai 2009 ;
- VU** l'avis favorable de la Commune de Cannes Ecluse en date du 30 mars 2009 ;
- VU** l'avis favorable de la Communauté de commune des deux Fleuves en date du 30 mars 2009 ;
- VU** l'avis favorable de l'Office National des Forêts, Agence de Fontainebleau, en date du 2 avril 2009 ;
- VU** l'avis favorable de Monsieur le Préfet de Région en date du 7 mai 2009 ;
- VU** l'avis favorable de l'Agence des Espaces Verts en date du 14 mai 2009 ;
- VU** l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel en date du 12 juin 2008 ;

**VU le rapport CP 09-614 présenté par monsieur le président du conseil régional
d'Ile-de-France**

VU l'avis émis par la commission des finances, de l'administration générale et du plan;

CONSIDÉRANT l'intérêt particulier du site pour sa forte valeur floristique, faunistique, et notamment avifaunistique ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de soustraire le site à toute intervention susceptible de le dégrader, de maintenir et d'accroître la biodiversité ;

CONSIDÉRANT la reconnaissance nationale (arrêté préfectoral de protection du biotope portant protection des plans d'eau de Cannes Ecluse) et européenne (site Natura 2000 « Bassée et plaines adjacentes ») du site.

Article unique :

Décide de classer en Réserve Naturelle Régionale le projet de réserve des Seiglats, propriété régionale, pour une durée de 12 ans et approuve le périmètre et la liste des sujétions et interdictions nécessaires à la protection de la réserve ainsi que les orientations générales de gestion présentées en annexe à la présente délibération.

**Vu et transmis à M. le Préfet de Région,
en application de l'article 7 de la loi
du 22 juillet 1982, le 04 AOUT 2009**

**Le Président du Conseil Régional
d'Ile de France**



JEAN-PAUL HUCHON

ANNEXE 3 : RNR DU DOMAINE DES SEIGLATS

- **Périmètre et cadastre,**
- **Liste des sujétions, interdictions** nécessaires à la protection de la réserve et les orientations générales de gestion

ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION PORTANT CLASSEMENT EN RESERVE NATURELLE REGIONALE DES SEIGLATS

Liste des sujétions et des interdictions nécessaires à la protection de la réserve

1 : Dénomination et délimitation

1.1 - Dénomination

Est classée en Réserve Naturelle Régionale, sous la dénomination de « Réserve Naturelle Régionale des Seiglats », une propriété régionale, gérée par l'Agence des espaces verts, située sur le territoire de la commune de Cannes-Ecluse.

1.2 – Délimitation

La réserve naturelle régionale est constituée des parcelles et parties de parcelles cadastrales suivantes situées sur le territoire de la commune de Cannes Ecluse (Seine-et-Marne) :

Section	Numéro	Superficie
0B	0003	0ha73a37ca
0B	0019	0ha0a06ca
0B	0004	19ha95a81ca
0B	0023	13ha85a66ca
0B	0026	01ha54a00ca
0B	0025	02ha40a83ca
0B	0022	09ha75a37ca
0B	0002	14ha22a20ca

Soit une superficie totale de **62ha 47a 31ca**.

Le périmètre de la réserve, reporté sur la carte au 1/25 000 ainsi que les parcelles et emprises mentionnées, reportées sur le montage cadastral au 1/7 500 figurent dans l'annexe qui fait partie intégrante de la présente délibération.

(Ces cartes et plans peuvent être consultés en mairie de Cannes Ecluse, à l'Agence des espaces verts ainsi qu'à la Direction Environnement du Conseil régional Ile de France).

2 : Mesures de protections applicables dans le périmètre de la réserve naturelle

2.1 - Réglementation relative à la faune

I - Il est interdit d'introduire des espèces animales non domestiques quel que soit leur stade de développement.

II - Sous réserve des activités prévues au plan de gestion en vigueur de la réserve et/ou autorisées par la présente délibération, il est interdit :

1° de porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux animaux d'espèces non domestiques ainsi qu'à leurs œufs, larves, couvées, portées ou nids, ou de les emporter en dehors de la réserve ;

2° de troubler ou de déranger les animaux par quelque moyen que ce soit.

Toutefois, des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées notamment à des fins scientifiques :

- pour les espèces protégées au titre de l'article L411-1 du code de l'environnement, par le Préfet après avis du Conseil National de Protection de la Nature ;
- pour les autres espèces animales non domestiques, par le Président du Conseil régional Ile de France après avis du comité consultatif et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

2.2 - Réglementation relative à la flore

Sous réserve des activités prévues au plan de gestion en vigueur de la réserve et/ou autorisées par la présente délibération, il est interdit dans le périmètre de la réserve naturelle :

1° d'introduire tous végétaux non indigènes⁵, notamment des espèces invasives⁶ sous quelque forme que ce soit et quel que soit leur stade de développement ;

2° de porter atteinte de quelque manière que ce soit aux végétaux indigènes ou de les emporter en dehors de la réserve naturelle.

Toutefois, des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées notamment à des fins scientifiques :

- pour les espèces protégées au titre de l'article L411-1 du code de l'environnement, par le Préfet après avis du Conseil National de Protection de la Nature ;
- pour toutes les autres espèces végétales non cultivées, par le Président du Conseil régional Ile de France après avis du comité consultatif et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

2.3 - Réglementation relative aux activités agricoles et sylvicoles

Les activités agricoles et sylvicoles utilisant l'apport d'amendements et/ou de pesticides sont interdites dans le périmètre de la réserve naturelle.

Les activités agricoles extensives concourant à la mise en œuvre du plan de gestion de la réserve naturelle en vigueur sont autorisées.

⁵ Qualifie une espèce spontanée dans un endroit donné qui constitue son patrimoine. Les plantes indigènes représentent la base de la flore locale.

⁶ S'applique aux espèces non indigènes pénétrant plus massivement un milieu, une station, une communauté.

2.4 - Réglementation relative à la circulation des personnes

La circulation et le stationnement des personnes ne sont autorisés dans la réserve que sur les parcours et zones d'observation aménagés à cet effet, présentés au plan de gestion de la réserve.

Toutefois, peuvent circuler en dehors de ces itinéraires :

- l'organisme gestionnaire et ses mandataires dans le cadre des opérations de gestion et des études scientifiques prévues au plan de gestion de la réserve naturelle ;
- les agents de Réseau Ferré de France dans le cadre des opérations d'exploitation et d'entretien des infrastructures ferroviaires ;
- les agents de Voies Navigables de France dans le cadre de leurs opérations d'exploitation et d'entretien ;
- les agents cités à l'article L.332-20 du code de l'environnement dans l'exercice de leurs missions de police de l'environnement ;
- les personnes ayant reçu une autorisation spéciale du Président du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques.

Toute forme de camping est interdite. Le bivouac est autorisé dans le cadre des opérations de gestion et d'inventaires prévus au plan de gestion de la réserve naturelle.

2.5 - Réglementation relative à la circulation des animaux domestiques

Les animaux domestiques concourant à la mise en œuvre du plan de gestion de la réserve naturelle sont autorisés au sein de la réserve naturelle.

Les chiens sont interdits à l'intérieur de la réserve naturelle, à l'exception :

- De ceux qui participent à des missions de police, de recherche ou de sauvetage ;
- Des chiens utilisés dans le cadre des activités de régulation des éventuels déséquilibres d'espèces en présence sur la réserve.

2.6 - Réglementation relative aux activités sportives

Les activités pédestres, cyclistes et équinées individuelles sont autorisées sur les parcours prévus à l'article 2.4.

Les manifestations sportives ou de loisirs sont interdites sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle. Toutefois, des dérogations peuvent être accordées à titre exceptionnel par le Président du Conseil Régional après avis du comité consultatif.

2.7 - Réglementation relative à la circulation et au stationnement des véhicules

La circulation de tout véhicule à moteur à l'intérieur de la réserve sont interdits à l'exception des véhicules utilisés pour :

- les activités de gestion et activités scientifiques prévues au plan de gestion de la réserve naturelle en vigueur ;
- les activités d'exploitation et d'entretien des infrastructures ferroviaires ;
- les activités d'exploitation et d'entretien des voies navigables ;

- la surveillance de la réserve naturelle ;
- des opérations de police, de secours ou de sauvetage.

Le stationnement de véhicule est autorisé sur les emplacements prévus au plan de gestion de la réserve.

2.8 - Réglementation relative aux nuisances sur le site

Il est interdit :

- d'abandonner, de déposer ou de jeter tout produit de quelque nature que ce soit pouvant nuire à la qualité de l'eau, de l'air, du sol, du site ou à l'intégrité de la faune et de la flore ;
- d'abandonner, de déposer ou de jeter, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet, des papiers, boîtes de conserve, bouteilles, ordures ou détritiques de quelque nature que ce soit ;
- de troubler la tranquillité des lieux par toute perturbation sonore, sous réserve des activités autorisées par la présente délibération ;
- de porter atteinte au milieu naturel en faisant des inscriptions autres que celles qui sont nécessaires à l'information du public, à la réglementation, à l'interprétation et aux délimitations foncières ;
- de faire du feu excepté sur plaques isolées dans le cadre des opérations de gestions prévues au plan de gestion de la réserve ;
- de dégrader par quelque nature que ce soit les équipements et mobiliers du site.

2.9 - Réglementation des travaux

2.9.1- Réglementation relative à la modification de l'état et de l'aspect de la réserve naturelle

Conformément à l'article L.332-9 du code de l'environnement, le territoire classé en réserve naturelle ne peut être ni détruit ni modifié dans son état ou dans son aspect, sauf autorisation spéciale du Conseil régional dans les modalités prévues aux articles R.332-44 à 45 du code de l'environnement.

2.9.2 - Réglementation relative aux travaux

Le plan de gestion de la réserve est le document cadre définissant les modifications de l'état et de l'aspect de la réserve.

Sous réserve de l'article 2.9.1 de la présente délibération, l'exécution de travaux, de constructions ou d'installations diverses est interdite sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle à l'exception :

- des travaux d'entretien courant de la réserve naturelle menés par le gestionnaire de la réserve naturelle conformément aux préconisations du plan de gestion ;
- des modalités de mise en œuvre des objectifs prévus au plan de gestion de la réserve naturelle, des travaux d'exploitation et d'entretien des voies navigables, des travaux d'exploitation et d'entretien des infrastructures ferroviaires. Ces travaux doivent néanmoins faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du Conseil régional.

2.10- Réglementation relative à la publicité

Toute publicité, quelle qu'en soit la nature, est interdite à l'intérieur de la réserve. Ne sont pas visés par cette interdiction les supports de communication réalisés par le gestionnaire.

2.11 – Réglementation relative à l'utilisation du nom ou de l'appellation réserve naturelle

L'utilisation par toute autre personne que l'organisme gestionnaire ou le Conseil régional, à des fins publicitaires, et sous quelque forme que ce soit, de la dénomination « Réserve Naturelle Régionale des Seiglats » ou de l'appellation « réserve naturelle », à l'intérieur ou en dehors de la réserve, est soumise à autorisation du Président du Conseil régional.

2.12 – Réglementation relative à la prise de son et de vue

La recherche, l'approche, notamment par l'affût et la poursuite d'animaux non domestiques, pour la prise de vues ou de son sont interdites en dehors des parcours prévus aux 2.4 de la présente délibération sauf autorisation délivrée par le Président du Conseil régional dans l'intérêt de la recherche.

3 : Modalités de gestion

3.1 – Le comité consultatif

Il est institué un comité consultatif dont la composition, et les modalités de fonctionnement sont fixées par le Président du Conseil régional. Ce comité a pour mission d'examiner tout sujet relatif au fonctionnement de la réserve, à sa gestion et aux conditions d'application des mesures de protection prévues à l'article 2.

3.2 – Le conseil scientifique

Le Président du Conseil régional peut mettre en place un conseil scientifique ayant pour mission d'apporter un avis sur toute question à caractère scientifique touchant la réserve naturelle.

3.3 – Le plan de gestion

Le plan de gestion de la réserve naturelle est élaboré par le gestionnaire conformément aux dispositions de l'article R332-43 du Code de l'Environnement et validé par délibération du Conseil régional après avis du comité consultatif et du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN).

Ce document couvre la durée de classement de la réserve naturelle, soit douze ans. Une évaluation à mi-parcours sera réalisée.

4 : Dénomination et missions du gestionnaire

Conformément aux articles R332-42 et L332-8 du code de l'environnement, le Président du conseil régional désigne le gestionnaire de la réserve naturelle avec lequel il passe une convention.

Le rôle du gestionnaire est notamment :

- de contrôler l'application des mesures de protection prévues à l'article 2 de la présente délibération ;
- d'élaborer, de mettre en œuvre et évaluer le plan de gestion de la réserve prévu à l'article 3.3 ;
- de réaliser ou de faire réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la conservation du patrimoine naturel de la réserve et au maintien des équilibres biologiques des habitats et de leurs populations animales et végétales ;
- d'assurer l'accueil, l'information du public et les animations pédagogiques.

5 : Contrôle des prescriptions

L'organisme gestionnaire est chargé de contrôler l'application des mesures de protection prévues à l'article 2 de la présente délibération en s'appuyant pour cela sur des agents commissionnés et assermentés au titre de l'article L.332-20 2° du Code de l'Environnement. Les infractions à la législation relative aux réserves naturelles et aux dispositions de la présente délibération peuvent être constatées par tous les agents cités à l'article L.332-20 du code de l'environnement.

6 : Sanctions

Les infractions aux dispositions du Code de l'environnement relatives à l'ensemble des réserves naturelles, ainsi qu'aux dispositions de la présente délibération, seront punies par les peines prévues aux articles L. 332-25 à L332-27, R. 332-69 à R. 332-81 du code de l'environnement.

Ces infractions peuvent être constatées par les agents visés à l'article 5 de la présente délibération.

7 : Modifications des limites ou de la réglementation – déclassement de la réserve naturelle

Toute modification des limites ou de la réglementation de la réserve naturelle intervient dans les mêmes formes que celles mises en œuvre pour son classement.

Tout déclassement partiel ou total de la réserve naturelle sera précédé d'une enquête publique.

8 : Publication

La décision de classement est publiée au recueil des actes administratifs du Conseil régional et doit reportée avec son plan de délimitation, aux documents mentionnés à l'article R332-13 du code de l'environnement.